



L'ancien président Jacques Chirac a estimé mercredi que "trop de discriminations" en France "stigmatisent la religion, l'origine, les convictions" et "minent encore notre pacte républicain".

"Elles empoisonnent notre démocratie, au sens propre du terme. Elles remettent en cause notre cohésion nationale", a-t-il déclaré à l'occasion de la remise du "Prix Ilan Halimi de la tolérance et de la fraternité", dans les salons de la présidence de l'Assemblée nationale.

En plein débat sur l'identité nationale et sur le référendum suisse anti-minarets, ces discriminations, a-t-il ajouté, "portent atteinte au respect auquel chacun a droit" et "laminent, notamment chez les jeunes, la foi dans les valeurs de la République".

Revenant sur l'affaire Ilan Halimi, M. Chirac a estimé que "l'antisémitisme" est "une perversion qui tue". "Mon inquiétude, aujourd'hui, c'est que, bien au-delà de cette barbarie, bien au-delà des crimes, l'antisémitisme et toutes les formes de racisme sont encore là, insidieusement présents dans notre société".

"Je crois au refus intransigeant des haines ethniques et religieuses. Je crois au respect, à l'égalité des cultures et des civilisations", a encore souligné l'ancien chef de l'Etat.

Le prix Ilan Halimi a été remis à la Maison des jeunes et de la culture de Ris-Orangis (Essonne), en présence du président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer (UMP), de la

mère d'Ilan Halimi, de Simone Veil, d'une petite dizaine d'ambassadeurs (Israël et plusieurs pays arabes), de la dirigeante du parti israélien Kadima, Tzipi Livni...

Ilan Halimi, alors âgé de 23 ans, avait été enlevé le 21 janvier 2006 par le "gang des barbares" qui réclamait une rançon à sa famille. Séquestré et torturé pendant trois semaines, il avait été retrouvé agonisant le 13 février avant de décéder. Youssouf Fofana, chef du "gang des barbares", a été condamné en 2006 à la réclusion à perpétuité pour ce meurtre.